



A Bruxelles le 13 décembre prochain

Pour le plein emploi, les droits des salariés, la démocratie sociale.

Les fermetures d'entreprises, les concentrations et les restructurations se succèdent : Danone, Alcatel, Moulinex, Philips, Marks et Spencer. Il est urgent de gagner des droits nouveaux pour faire pièce aux logiques de gestion contre l'emploi dictées par l'intérêt des actionnaires. Il est urgent que les salariés soient écoutés et respectés, qu'ils puissent intervenir sur leur avenir.

Nous refusons le dumping social, la concurrence accrue dans la zone euro et dans le cadre du futur élargissement de l'Union européenne.

Nous exigeons que la charte des droits fondamentaux soit à la fois révisée et intégrée dans le traité européen, lequel est, aujourd'hui encore, essentiellement axé sur la concurrence.

Pour le plein emploi, une politique industrielle.

Il est impératif de maîtriser la circulation financière, pour mettre un terme au blanchiment de l'argent des mafias et au "noircissement" de l'argent pour le terrorisme.

Il est indispensable d'instaurer les bases d'un budget européen digne de ce nom pour assurer le développement, la recherche, mais aussi la cohésion sociale, la solidarité avec les pays d'Europe Centrale qui seront bientôt membres de l'Union Européenne.

Pour une Europe solidaire.

Nous récusons les dysfonctionnements désastreux de l'approche "libérale" dont la Grande Bretagne nous fournit l'exemple avec ses chemins de fer privatisés et ses services de santé sous-développés.

Nous voulons garantir des services publics de qualité assurant l'égalité de traitement.

Pour une Europe indépendante qui réoriente la mondialisation vers le développement et la justice sociale.

L'Union Européenne peut et doit contribuer à maîtriser une mondialisation, aujourd'hui inégalitaire où les grands groupes exercent un pouvoir exorbitant.

Ouvrir la voie à une mondialisation axée sur un vrai développement des peuples, sur la justice sociale et sur le respect des droits humains, cela signifie un rééquilibrage des échanges commerciaux en faveur des pays pauvres, l'annulation de la dette, la multiplication des initiatives de co-développement.

**A l'appel de tous les syndicats d'Europe,
tous ensemble, parce que l'Europe c'est nous,
à Bruxelles le 13 décembre 2001.**